



Obtenez votre carte e-ID pour bénéficier des services sociaux de base !

e-ID TOGO | Une identité pour tous | Pré-enregistrez-vous sur : <https://preinscription.anid.gouv.tg>

NUMÉRO vert 8000 | anid | WURI

www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0655 du 03 au 09 Juin 2025- Prix : 250 F CFA

TOGO-POLITIQUE- POUVOIR :

CULTURE-HISTOIRE :

**FIHA 2025,
L'EGYPTE, P.5
PAYS INVITÉ**



**C'EST DIEU
QUI DONNE... P.3**

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg

#Alèz



250F 250Mo | +100F 375Mo
*909*250# 1jour

Tous à l'école

Préparez vos enfants à briller, dès le premier jour.



Jusqu'à 5mois* de salaire
Réponse en 24H**
Remboursement sur 11mois maximum

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

www.boa.togo.com

EDITO

NE PAS SE FIER AUX APPARENCES

! *L'herbe est toujours plus verte chez les autres... jusqu'à ce qu'on découvre que c'est du gazon artificiel.* Cette réflexion de Jacques Salomé est présente et définit d'une manière ou d'une autre un pan de l'existence humaine.

Effectivement, en tant qu'êtres humains, nous ne sommes jamais contents de ce que nous avons. C'est plus fort que nous, nous sommes faits ainsi ! Nous sommes des éternels insatisfaits. Pourquoi donc ?

Partons d'un exemple assez simple : si on a les cheveux raides, on les voudrait frisés et vice versa. Quand on est célibataire, on envie les gens en couple, pendant que les personnes casées envient notre liberté de célibataires. Et ainsi de suite...

Et avec l'avènement des réseaux sociaux, c'est encore plus facile d'envier la vie des autres, qui paraît si parfaite sur papier. Bref, il ne faut pas se fier aux apparences.

Crédo TETTEH

Opération de salubrité à la CEET : SONHOUIN SÉDOU DÉMIS DE SES FONCTIONS, LA DCAF SUPPRIMÉE

Une opération de salubrité est en cours depuis quelques jours à la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET). Le premier à se voir balayer est le sieur SONHOUIN Sédou, jusque-là Directeur Central Administration et Finances (DCAF). Il a été, non seulement démis de ses fonctions, mais également sa direction totalement supprimée.

En effet, c'est par une note de service en date du 28 mai 2025, signée du Directeur Général, M. Débo-K'mba A. BARANDAO, que le sieur SONHOUIN Sédou a pris la direction de la port ; avec toutes les conséquences de droit.

Selon la note de service n°140/DG/CEET/2025, le sieur SONHOUIN est "relevé de ses fonctions" et mis à la disposition du Cabinet du Ministère en charge de l'Énergie. Aucune précision n'a été donnée sur les raisons de cette éviction. "La structure de la Direction Centrale



Le siège de la CEET

Administration et Finances est supprimée sous son organisation actuelle", ajoute la note de service. Du coup, les entités qui dépendaient de cette direction devront être désormais directement rattachées à la Direction Générale, ou réorganisées dans de nouveaux schémas.

Il faut préciser que la décision de mettre fin aux fonctions du DCAF, avec suppression de ladite direction, repose sur une série de textes régle-

mentaires et de réorganisations internes adoptés depuis 2020, visant à réformer l'organigramme de la CEET.

Pour rappel, une nouvelle grille tarifaire de l'électricité est entrée en vigueur dans notre pays depuis le 24 mars 2025, suivant arrêté interministériel N°072/ MMRE/ MEF/ MPDC/ MCACL portant fixation des tarifs de vente de l'énergie électrique au Togo et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

L'objectif de cet ajustement tarifaire, marquée par une hausse moyenne de 12,5 %, est de redresser les finances d'un secteur structurellement déficitaire depuis plusieurs années, et de protéger les couches les plus vulnérables, avec une tarification sociale pour les abonnés domestiques en basse tension. Il est donc question d'un ajustement tarifaire par paliers dont le but est d'encourager des comportements plus économes et responsables chez les consommateurs.

Somme toute, avec la Cinquième République on peut affirmer, sans gros risque de se tromper, que les vieilles habitudes n'auront plus la peau dure et beaucoup de choses vont dans les prochains mois changer dans l'intérêt de nous tous. Et cela a déjà commencé avec cette note de service révoquant le DCAF de ses fonctions. Cette décision impliquera à coup sûr une dose maximale de responsabilité à tous les niveaux à la CEET.

Crédo TETTEH

POLITIQUE/SOCIÉTÉ :

La limite juridique de la liberté d'expression au TOGO

Dans une tribune publiée le 28 mai 2025, "les libertés individuelles et collectives doivent s'exercer dans le strict respect de la loi", l'Avocat et Docteur en droit, Me Jil-Benoît Kossi Afangbedji, est revenu sur l'actualité togolaise dominée par l'arrestation le 26 Mai dernier de l'artiste togolais Aamron. Une arrestation qui "illustre parfaitement la limite juridique de la liberté d'expression au Togo", selon l'éminent Avocat au Barreau du Togo.

L'actualité togolaise met en lumière les dérives d'un exercice dévoyé des libertés, notamment via les réseaux sociaux, où certaines personnes tiennent des propos diffamatoires ou injurieux envers des responsables publics et privés. L'arrestation, le 26 Mai 2025 de l'artiste togolais Aamron, de son vrai nom TCHALA Essowè Narcisse, illustre parfaitement la limite juridique de la liberté d'expression au TOGO.

Très actif sur les réseaux sociaux, l'artiste avait tenu des propos particulièrement virulents à l'encontre du Président du Conseil, le qualifiant publiquement d'incapable et d'incompétent. Ces propos, diffusés sur une plateforme accessible à tous, ont été considérés comme attentatoires à l'honneur d'une autorité constitutionnellement reconnue. Il a alors été interpellé à son domicile par la Gendarmerie. Si certains y ont vu une répression politique, il convient de rappeler que la liberté d'expression, bien que constitutionnellement consacrée, s'exerce dans les limites prévues par la loi. En effet, l'article 301 du Code pénal togolais de 2015 réprime l'offense publique au Chef de l'Etat, tandis que les articles 290 et 298 sanctionnent respectivement la diffamation et l'injure publique. L'article 301 du code précité dispose clairement que, "Constitue une offense le manque d'égard au Chef

de l'Etat, au Chef du Gouvernement, au Président de l'Assemblée Nationale, au Président du sénat, aux membres du Gouvernement, aux membres du parlement et aux Présidents des Institutions de la République prévues par la Constitution".

En comparaison, la FRANCE réprime également la diffamation et l'injure publique. Le CANADA, dans sa Charte des Droits et Libertés, adoptée en 1982, reconnaît la liberté d'expression en son article 2, mais précise que cette liberté peut être limitée dans une société démocratique libre et juste. Ces États montrent que l'encadrement légal des libertés n'est pas une spécificité togolaise, mais une nécessité universelle.

L'étude de ce sujet présente un intérêt théorique certain. Il a notamment été abordé par Dominique ROUSSEAU, qui affirme que "La liberté dans un État de droit n'existe que par la règle qui la délimite", ou encore Guy CARCASSONNE, selon qui "Les droits fondamentaux ne sont pas absolus, mais relatifs à



Me Jil-Benoît Afangbedji

un ordre juridique donné". Elle présente également un intérêt pratique, dans la mesure où les juridictions togolaises ont déjà eu à trancher des cas de diffamation sur les réseaux sociaux et point n'est besoin de les énumérer.

La Cour de Cassation française a également jugé que la liberté d'expression ne saurait justifier les propos injurieux envers des responsables publics.

Dès lors, se pose la question suivante : Comment concilier le respect des libertés fondamentales avec les exigences de la loi dans un État de

droit ?

Nous répondons que si la loi est la condition même d'exercice des libertés, elle en est aussi la limite et la sanction en cas d'abus, ce qui en fait un instrument de garantie de la paix sociale. Il est donc opportun de voir d'abord que la loi garantit les libertés tout en les encadrant, avant d'analyser la portée relative de ces libertés et les sanctions juridiques qui résultent de leur usage abusif.

Extrait de la Tribune "les libertés individuelles et collectives doivent s'exercer dans le strict respect de la loi".

GESTION DES ELECTIONS-AFRIQUE CENTRALE :

Dénis Kadima de la RDC élu président du ROGEAC

Journée particulière et historique à Bujumbura. Après l'adoption des Statuts et Règlement intérieur du Réseau des organes de gestion des élections d'Afrique centrale (ROGEAC), les participants à la rencontre ont élu le vendredi 30 mai dernier, monsieur Dénis Kadima de la RDC comme président du ROGEAC.

Les partenaires du ROGEAC n'ont pas manqué l'occasion au cours de cette Assemblée générale de marquer leur disponibilité à accompagner le ROGEAC dans le cadre de ses activités. Les partenaires que sont ECES et EISA auront



donc à agir sur la visibilité du réseau, le renforcement de capacités de ses membres et apporter un appui technique et financier.

Déjà, il est envisagé plusieurs missions de solidarité en Tanzanie, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Malawi au cours de cette année 2025.

Il faut noter que l'Union Africaine (UA) est le partenaire naturel du ROGEAC et mobilisera à cet effet, les partenaires pour soutenir le réseau et l'implication dans les activités qu'elle organisera.

Précisons que l'Expert en gestion des élections, l'Ambassadeur Francis Gabriel OKE a pris part activement aux travaux de l'Assemblée Générale.

Crédo TETTEH



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos : KEKERE Razak
Impression : Saint Louis
Tirage : 2.500 exemplaires
Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

TOGO-POLITIQUE- POUVOIR :

C'EST DIEU QUI DONNE...

Accéder ou conquérir le pouvoir a toujours été une bénédiction. Une œuvre divine, une grâce qu'exerce le détenteur du pouvoir.

Partout dans le monde, avoir la grâce d'exercer le pouvoir est un don de Dieu, une réalité spirituelle qui suggère que toute forme de pouvoir, qu'il soit politique, social, ou même personnel, trouve son origine et sa légitimité dans une puissance divine. On ne se lève pas du jour au lendemain pour devenir dirigeant, président ou se voir porter à la magistrature suprême. Dieu a toujours sa main dedans. C'est lui qui fait le meilleur casting. Partout et ailleurs.

Par Crédo TETTEH

Au Togo, Dieu a toujours été de tous les combats faisant d'un de ses fils bien aimés le détenteur du pouvoir, parce que confiant que celui-ci, malgré les soubresauts, saura conduire son Peuple à bon port. En n'occultant pas le fait que le Peuple comporte toujours des aigris, des agités, des ambitieux démesurés qui, en toute naïveté, pensent que le pouvoir se trouverait dans la rue et qu'à force de semer le faux ou d'embrouiller les esprits, l'on parviendrait à s'en accaparer.

A ausculter la vie politique dans notre pays, les acteurs qui l'animent par saisons, pensent maladroitement que la conquête du pouvoir est une chose aisée ou donnée, même aux amateurs de premier rang. Ce n'est pas un privilège pour les prestidigitateurs, les amuseurs de galeries. Le pouvoir n'a jamais été dans la rue en réalité. Il faut être choisi et béni pour l'exercer. C'est une charge, une responsabilité énorme. En ce sens que Dieu est la source ultime de tout

pouvoir, et que les humains, les institutions, ou les entités qui exercent le pouvoir le font en vertu d'une autorité divine. Et notre pays, le Togo, n'en fait pas exception.

En appliquant la phrase, "c'est Dieu qui donne le pouvoir" à la réalité togolaise, il faut juste se rendre à l'évidence que le pouvoir est d'origine divine et établit la légitimité des détenteurs de pouvoir. Pourquoi s'en offusquer alors dans le cas d'espèce de notre pays le Togo et s'agiter (les opposants et leur société civile) en planifiant des méthodes sordides pour espérer conquérir le pouvoir ? N'est-ce pas un aveu d'échec et une manifestation quelconque d'une immaturité intellectuelle ?

Quand l'opposition déraile et perd le nord

La particularité de l'opposition togolaise est de dérailler. Perdre le nord à chaque instant par manque de stratégies et s'embourber. A la rescousse d'une certaine classe de l'opposition, nous avons une "société civile" évoluant comme une boutique d'alimentation générale. C'est un fourretout, un bazar qui ne dit pas son nom.

L'histoire politique de l'opposition au Togo a toujours été difficile à raconter. Pas qu'elle serait riche en faits marquants mais tellement pauvre et rabaisant que n'importe quel esprit bien constitué éprouverait absolument d'énormes difficultés à en faire un récit et cohérent.

Des leaders politiques qui ont démissionné

Aujourd'hui, à considérer l'animation politique au Togo, c'est désormais l'œuvre et sous le contrôle de "certains agités" du Nouvel engagement togolais (NET) qui confondent vitesse et précipitation,

animation et politique, et qui exposent à la face du monde toute leur ignorance. La plupart d'entre eux sont des "produits de bas-étage" qui au lieu de se constituer en force de propositions, s'illustrent plutôt comme des marabouts en quête de renommées.

Ils sont nombreux actuellement ces agités du NET qui, ne comprennent rien à la politique et qui profitent de l'inaction ou de l'improductivité des acteurs de l'opposition pour déblatérer des insanités à longueur de journée comme si faire la politique est une partie de vociférations, d'incantations, de vomissements.

Précisons que la grande partie de ces agités du NET sont des "perdus de la société". Des gens qui n'ont rien pigé ou appris comme boulot et qui, à l'image de certains acteurs politiques, pensent qu'on gagnerait plus à ternir l'image de son pays. Ils sont tout simplement bien malheureux et maudits par le ciel.

Des "agités" qui appellent à renverser un système politique

Aussi paradoxale que cela puisse paraître, nous assistons depuis un moment à du verbiage sur la toile. Tels des hommes en transe, ces agités espèrent renverser le système politique en place par des actes d'incivisme et attentatoires à l'intégrité des gens qui ne les suivent pas bêtement. Pour y parvenir, ils n'hésiteraient pas à fomentier des coups dignes de "dessins animés" à seule fin de conquérir le pouvoir. Comme si le pouvoir se trouverait dans la rue.

Les actes ou projets de défiance de l'autorité viseraient à perturber le fonctionnement normal des institutions, et même mener à des conflits violents. Oui, mener à des conflits violents entre fils et filles de notre



SEM FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ
PRÉSIDENT DU CONSEIL

pays, gratuitement. Cependant, pourront-ils réussir leur sordide mission aujourd'hui ? Les Togolais, dans leur ensemble, ne sont-ils pas plus réfléchis qu'eux ? Il faut avoir le courage de l'affirmer que ces agités du NET ne brassent que du vent. Sinon comment se réfugier derrière des écrans de téléphones et tapis dans des capitales étrangères pour espérer conduire à bon port un soulèvement ? Ne seraient pas plus judicieux pour eux de descendre à Lomé pour conduire leurs actions nauséabondes ? Poltrons qu'ils sont, ils ne voudront jamais jouer les premiers rôles en étant sur place. Et pourtant, ce sont eux qui veulent sacrifier d'autres citoyens en les appelant à des actes de violence, de banditisme, de défiance de l'autorité. Des actes qui facilement les conduiront en mode arrestations et prisons sur de longues et pénibles années. Au

même moment, les "agités" vont continuer par mener une vie de bourgeois dans l'hexagone et justifier les financements obtenus pour semer le désordre dans notre pays.

Comprendre l'essentiel

Ce que les politiques de l'opposition et alliés devraient savoir et comprendre, est que "c'est Dieu qui donne le pouvoir". Le pouvoir ne tombe jamais dans la main d'aventuriers notoires. Car n'étant pas dans la rue mais plutôt une bénédiction, une grâce.

Le pouvoir n'est pas simplement le produit d'une convention humaine, mais est considéré comme venant d'une source supérieure. C'est donc Dieu qui donne. Mais pas à n'importe qui. Et au Togo, c'est à quelqu'un qu'il a depuis donné. Et nous le connaissons tous. Donc, obligation de respect à lui. Autorité absolue.

CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT 2025 :

Un acte patriotique et écologiquement responsable

Comme toutes années depuis 2020, la journée de l'arbre, devenue une campagne annuelle de reboisement, a été lancée ce 1er Juin 2025. A en croire Foli-Bazi Katari, le ministre de l'environnement et des ressources forestières, la superficie globale identifiée pour cette campagne atteint 113 988,49 hectares. Elle inclut les domaines des ministères sectoriels, des communes, du secteur privé et des communautés.

C'est le site du Campus universitaire de Lomé qui a servi de cadre de lancement de cette campagne où une superficie de 3 hectares a été aménagée à cet effet. L'objectif national pour ce premier jour de campagne est de planter 2 millions d'arbres à travers l'ensemble du territoire. "Planter un arbre, c'est affirmer son patriotisme et sa responsabilité écologique. Le Togo n'est pas un pays forestier contrairement à d'autres pays où la nature elle-même produit la forêt. Mais



K. Adédzè, le Président de l'Assemblée nationale arrosant le plant qu'il vient de mettre en terre

c'est à nous de produire la forêt afin de préserver notre écosystème et améliorer la couverture forestière de notre pays", a-t-il indiqué invitant les Togolais à s'impliquer davantage dans cette campagne pour permettre au pays de retrouver sa couverture végétale d'antan. Cette année par exemple, il est demandé à chaque député de planter au moins 500 arbres dans le cadre dans cette campagne.

Pour la campagne de cette année, il a été mobilisé plus de 11 Milliards de FCFA pour les différentes actions de reboisement sur le plan national dont la production de près de 13 millions de plants de toutes essences confondues pour répondre à la demande des particuliers et organisations désireux de s'impliquer activement dans la campagne. On relève que la contribution du gouvernement s'élève à

2,821 milliards, via notamment le Budget d'investissement et d'équipement (BIE), le Fonds national de développement forestier (FNDF), l'Office de développement et d'exploitation des forêts (ODEF) ainsi que divers projets du ministère. " Cette enveloppe permettra la mise en terre de plus de 37,710 millions de plants sur une superficie de 34 563 hectares. Une opération qui dépasse déjà largement l'objectif annuel de 67 000 hectares mobilisables ", indique-t-on au ministère dédié.

Dans les politiques environnementales qui transparaissent à travers sa feuille de route gouvernementale, les autorités togolaises ont fait du reboisement une responsabilité partagée à l'échelle nationale. C'est ainsi que l'idée de verdier par exemple la nationale N°1 émerge. Il s'agit de planter des espèces d'arbres emblématiques de chaque région le long de la route nationale.

De Lomé à Atakpamé, où le pal-

mier à huile prospère naturellement, il s'agirait d'aligner 4 à 5 rangées de palmiers de part et d'autre de la route. En arrivant dans la région centrale jusqu'à atteindre la région de la Kara, où le manguier est le principal arbre dominant, on remplacerait les palmiers par cette espèce fruitière, reconnue pour son importance économique et nutritionnelle. Non seulement cela créerait une continuité écologique, mais cela mettrait aussi en lumière le potentiel fruitier de cette région. Plus au nord, de Mango à Cinkassé en passant par Dapaong, c'est le rônier qui serait privilégié. Symbole du paysage sahélien, cet arbre robuste et multifonctionnel reflète l'identité écologique du nord togolais. Il serait planté en bordure de la route pour souligner la transition vers les zones plus arides du pays. " Ce paysage donnerait une image moderne et harmonieuse du Togo, tout en valorisant des filières agricole porteuse", a

Suite à la page 5

Zozo

KPELE : UN BUS DE NAGODÉ IMPLIQUÉ DANS UN GRAVE ACCIDENT

La route a encore frappé ! Un grave accident de la circulation s'est produit sur la nationale n°01, ce petit matin, autour de 3heures, aux environs de Kpélé, peu avant Notse. Un bus de la compagnie de transport Nagodé, a fini sa course dans le ravin, après que le chauffeur ait perdu le contrôle de l'engin, faisant plusieurs victimes, selon les premiers témoignages.

Depuis ce matin à 3heures, la nationale N°1 est bloquée, dans les deux sens, causant un énorme bouchon peu avant Notse, aux environs de Kpélé. En effet, un bus de la compagnie Nagodé, impliqué dans un grave accident, bloque la circulation.

Selon les premiers témoignages, le chauffeur dudit bus, qui ralliait la capitale, a perdu le contrôle de l'engin, en évitant d'entrer en collision avec un autre bus venant en sens inverse. L'accident d'une rare violence, a fait des victimes et des dégâts matériels importants.

Alertés, les équipes de secours et les sapeurs-pompiers se sont transportés sur les lieux pour porter assistance. Les blessés, qui se comptent par dizaines, ont été transférés au CHP de Notse pour des soins.

Pour l'heure, ni le bilan officiel ni les causes exactes de ce drame ne sont encore établies.

Nous y reviendrons !

@macite.ig

UMO-A-TITRES : LE TOGO SOLLICITE 20 MILLIARDS FCFA



Le Togo va boucler une nouvelle opération sur le marché des titres publics de l'Union monétaire ouest-africaine, le jeudi 5 juin prochain. Le Trésor public veut lever 20 milliards FCFA.

L'opération est une émission de Bons assimilables du Trésor (BAT). Dans le détail, le nominal est fixé à un million FCFA sur la maturité de 182 jours et stipulé à des taux d'intérêt multiples. Notons que le Togo a déjà levé 209,5 milliards FCFA sur son objectif annuel fixé à 332 milliards FCFA.

Source : @Republiquetogolaise.com

AGRICULTURE : LE TOGO OBTIENT DE NOUVEAUX FINANCEMENTS DE LA BAD

Le secteur agricole togolais bénéficie d'un nouvel appui significatif. Le gouvernement, représenté par le ministre de l'économie et des finances, et la Banque africaine de développement (BAD) ont signé mercredi 28 mai à Abidjan, deux accords de financement d'un montant cumulé de 38,90 millions de dollars US (environ 22,44 milliards FCFA), pour le développement d'infrastructures résilientes au climat dans les Zones spéciales de transformation agro-industrielle.

Le financement, paraphé en marge des assemblées annuelles de l'institution, est constitué d'un don de 16,73 milliards FCFA du Fonds vert pour le climat, administré par le groupe bancaire, et d'un prêt de 5,71 milliards FCFA de l'institution désormais présidée par le mauritanien Sidi Ould Tah. S'il marque une étape importante dans la coopération entre le Togo et la BAD, il s'agit surtout d'une première continentale. "Nous nous réjouissons d'avoir signé ces deux accords car il s'agit du premier financement du Fonds vert pour le climat destiné à soutenir la Zone spéciale de transformation agro-industrielle au Togo et même en Afrique. Il est opportun d'élargir notre soutien à la transformation du secteur agricole tout en tirant parti des technologies d'énergie renouvelable", a d'ailleurs souligné la vice-présidente du Groupe bancaire chargée du Développement régional, de l'Intégration et de la Prestation de services, Nnenna Nwabuo.

L'aboutissement de ce projet du Fonds vert pour le climat est une nouvelle illustration de la volonté du pays de "promouvoir une croissance inclusive et durable, par la promotion d'une agriculture résiliente au changement climatique, conformément à la vision de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025", a pour sa part affirmé Essowé Barcola.

Source : @Republiquetogolaise.com

COTON : 60 400 tonnes récoltés pour la saison 2024-2025

La campagne cotonnière 2025-2026 a été lancée la semaine dernière à Kara. Les autorités ont annoncé une fois encore le soutien en maintenant les prix d'achat du coton-graine à 300 F CFA/kg et en subventionnant le sac d'engrais NPKSB et Urée laissé au prix de 14 000 F CFA, à la grande satisfaction des producteurs. Ces mesures expriment la volonté manifeste du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, qui veut faire du secteur de l'agriculture, un véritable levier de croissance économique et l'amélioration de revenus et de conditions de vie des producteurs, en particulier les femmes et les jeunes. Les prévisions de production sont fixées à 93 000 tonnes et une surface de 110 000 hectares emblavés.

Pour la campagne 2024-2025, elle s'est achevée avec 60 400 tonnes de production de coton-graine et un rendement moyen estimé à 797 kg/ha. Pour les responsables de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT), les objectifs fixés en début de campagne n'ont pas été atteints à cause des conditions climatiques peu favorables doublées d'une conjoncture internationale défavorable. " La variabilité accrue des saisons, la flambée des prix des intrants agricoles à l'international, les insuffisances dans l'encadrement technique des producteurs sont les maux qui plombés la production cette année ", affirme un producteur de la région des savanes.



Des cotonculteurs

Tous les acteurs de la filière ont salué la résilience des producteurs qui ont fait face à ces multiples défis avec courage et détermination. Le Président de la fédération nationale des producteurs a félicité ses homologues qui ont maintenu la dynamique de la production dans des conditions difficiles.

Une feuille de route stratégique sur 3 axes a été élaborée pour booster la filière. Il s'agit d'un accompagnement de proximité renforcé pour améliorer la présence sur le terrain et la réactivité technique, une révision des itinéraires techniques pour adapter les pratiques culturales aux nouvelles réalités climatiques et une structuration plus efficace de la chaîne de production, afin de fluidifier l'accès aux intrants et sécuriser la commercialisation.

Le gouvernement aussi parle d'un changement de paradigme dans la gouvernance de la filière pour des résultats plus probants. Au ministère

de l'agriculture, on évoque une meilleure relation continue de la productivité, l'augmentation durable de la production et une valorisation plus ambitieuse du coton togolais par la promotion de la transformation locale, la professionnalisation accrue des acteurs, la nécessité de créer des conditions innovantes pour inciter davantage les jeunes et les femmes à la culture du coton, le renforcement de la transparence dans la chaîne de valeur...

On rappelle que pour assurer la disponibilité d'engrais cette année, 60 milliards FCFA ont été prévus par le gouvernement, qui met un accent particulier sur la disponibilité continue et maîtrisée des engrais. Jadis confronté aux ruptures de stock en pleine campagne agricole et aux retards de livraison préjudiciables pour les exploitants, le Togo a révisé son dispositif d'approvisionnement en engrais vivriers. Dès la fin de la campagne précédente, des prévisions

sont établies en concertation avec les organisations paysannes et les directions régionales de l'agriculture afin d'estimer précisément les besoins par culture et par zone agroécologique. Cette anticipation permet aujourd'hui d'assurer une disponibilité constante dans les magasins de stockage, réduisant ainsi la dépendance aux fluctuations du marché international et aux contraintes logistiques saisonnières.

L'une des innovations majeures de cette stratégie repose sur la constitution de stocks d'engrais. Ces réserves stratégiques, réparties dans les chefs-lieux de région et certaines localités agricoles à fort potentiel, garantissent la continuité de l'approvisionnement en cas de forte demande ou de perturbation des circuits classiques.

S'agissant des quantités et du coût estimatif d'engrais prévus par région en 2025, le Budget citoyen 2025 dévoile tout. 667 tonnes sont attendues dans Lomé Commune pour un coût de 466 millions de francs CFA. Dans la région maritime, 5,6 milliards de francs seront nécessaires pour 8 016 tonnes d'engrais vivriers, selon les prévisions. Les mêmes estimations indiquent que, dans les Plateaux, les agriculteurs devraient avoir 12 308 tonnes d'engrais vivriers, contre 8,6 milliards de francs. Dans la région centrale, on parle de 11 905 tonnes pour 8,3 milliards, de 13,7 milliards de francs pour 19 615 tonnes dans la région de la Kara et de 22,7 milliards pour rendre disponibles 32 489 tonnes dans les Savanes.

PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE (PIA) :

Symbole de l'ambition économique du Togo

Pensée comme un levier de transformation économique, la plateforme industrielle s'érige en pôle d'activités en pleine expansion. Avec l'installation progressive des unités industrielles et la mise en place de facilités attractives, le site prend une dimension opérationnelle qui redessine peu à peu le paysage industriel togolais.

La PIA est devenue en quelques années l'un des symboles les plus visibles de l'ambition économique du pays. Conçue comme une zone industrielle intégrée, elle a vocation à accueillir des unités de transformation, des entrepôts logistiques et des infrastructures d'exportation, dans un environnement sécurisé et connecté.

Depuis son inauguration en 2021, la plateforme ne cesse de se structurer. Aujourd'hui, elle abrite plusieurs unités industrielles opérationnelles, notamment dans les secteurs du textile, de l'agro-industrie, du bois et de la logistique. Ces implantations traduisent l'intérêt croissant des investisseurs pour cette zone spéciale, qui offre des avantages compétitifs et un cadre propice aux affaires. Parmi les facilités accordées sur place figurent des exonérations fiscales attractives, un guichet unique pour les formalités administratives, ainsi qu'une connexion directe au port autonome de Lomé.

Inauguration de 2 nouvelles unités

Deux unités industrielles installées sur la Plateforme industrielle d'Adetikopé ont été inaugurées le 23 avril. La première s'appelle FHC Medica, c'est une entreprise pharmaceutique en activité depuis octobre 2023. Elle est donc spécialisée dans la fabrication de médicaments essentiels et génériques, comme les antipalu-



diques, les antibiotiques, les antidiabétiques, les produits nutraceutiques et les traitements pour les maladies cardiaques.

FHC Medica est bâtie sur 7 000 m2, emploie une centaine de jeunes et a une capacité de production annuelle de 750 millions de comprimés, 150 millions de gélules et 30 millions de flacons de sirop. Ses méthodes respectent les règles établies en la matière, comme le laboratoire de contrôle qualité qui a pour but de s'assurer de l'efficacité et de la conformité des produits.

L'autre unité inaugurée, Nutrisource, est spécialisée dans la production d'engrais NPK. L'usine peut produire jusqu'à 200 000 tonnes d'engrais par an, avec une capacité de stockage de 60 000 tonnes. Son objectif est de satisfaire la demande locale et d'exporter vers les pays voisins, renforçant ainsi la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Comme on peut le voir, la PIA devient chaque jour plus opérationnelle, matérialisant l'aspiration du Togo à se positionner comme un hub industriel.

De plus, des infrastructures de qualité y sont progressivement installées : voiries, réseaux électriques, approvisionne-

ment en eau, services de douane intégrés. Au-delà des avantages fiscaux et logistiques, la PIA se veut un pourvoyeur d'emplois. Déjà, des milliers de jeunes togolais y ont trouvé un travail, souvent mieux encadré et structuré que dans le secteur informel. Des partenariats avec des centres de formation professionnelle permettent d'ailleurs de préparer la main-d'œuvre locale aux exigences des métiers industriels.

5 000 emplois attendus en 2025

Par sa configuration, la PIA répond à un triple enjeu : stimuler la transformation locale des matières premières, réduire les coûts logistiques et promouvoir l'emploi à grande échelle. La zone incarne une rupture nette avec l'ancien modèle de dépendance à l'exportation brute et porte l'idéal d'une industrialisation inclusive et durable.

Conformément aux ambitions économiques et sociales du Togo, la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) s'affirme comme un pôle stratégique de développement. En 2025, la PIA prévoit de générer à elle seule 5 000 emplois, ce qui fera consolider son rôle de moteur de croissan-

ce inclusive et de lutte contre le chômage. Cette prévision de création de 5 000 emplois d'ici fin 2025 n'est pas un simple chiffre : elle incarne une politique résolument tournée vers l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment des jeunes et des femmes.

Les emplois attendus à la PIA couvriront un large éventail de métiers, allant de la production industrielle à la logistique, en passant par la maintenance, les services administratifs, la sécurité ou encore l'ingénierie. La plateforme travaille activement avec les centres de formation professionnelle pour adapter les compétences aux besoins des investisseurs. Déjà, plusieurs centaines de jeunes ont été intégrés dans les premières unités opérationnelles, notamment dans les secteurs du textile, du recyclage et de la transformation agroalimentaire. L'arrivée annoncée de nouvelles usines en 2025 devrait amplifier cette dynamique.

Un écosystème propice à la croissance durable

La PIA ne crée pas seulement des emplois directs : elle stimule tout un tissu économique local, en générant des activités annexes pour les transporteurs, fournisseurs, artisans, restaurateurs et autres prestataires de services. Elle structure un écosystème où la création de valeur se diffuse au-delà de ses frontières physiques. La création de 5 000 emplois en 2025 s'inscrit dans les objectifs fixés par la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui ambitionne notamment la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois décents et durables sur le quinquennat. Dans ce contexte, la PIA a généré 2 000 emplois en 2024 et projette d'en créer 25 000 d'ici 2030.

CULTURE-HISTOIRE :

FIHA 2025, l'Égypte, pays invité

La Fondation Aquereburu & Partners a donné le weekend dernier, le coup d'envoi du Festival International d'Histoire d'Aného (FIHA), prévu du 20 au 23 novembre 2025 autour du thème " La diversité". Après la Turquie l'année dernière, l'Égypte sera le pays invité d'honneur pour cette 4e édition.

Selon l'organisation, Il est attendu une forte délégation venant de ce pays, avec tout ce qu'il contient de richesses culturelles, artistiques et historiques. Ahmed Mohamed Eid Moustapha Ahmed, ambassadeur d'Égypte au Togo, a considéré l'invitation faite à son pays comme un symbole fort d'amitié et de coopération entre les deux pays. " L'Égypte sera chez elle à Aného. Les festiva-

liers découvriront nos danses, nos saveurs et nos films ", a-t-il déclaré lors de son discours de circonstance.

Sur le plan national, c'est la ville de Bassar qui sera l'invitée d'honneur. Elle fera connaître aux festivaliers, des spécificités comme la danse T'Bol, la danse du feu, les danses des jeunes filles vierges et bien d'autres aspects culturels et culturels de la localité qui répond d'ailleurs au thème du festival, vu la diversité des peuples qui y vivent.

Florent Tiassou, commissaire général du FIHA, a précisé que la tradition sera respectée. On y retrouvera des sujets relatifs à l'histoire, aux arts, à la culture dans sa diversité et bien d'autres domaines, à travers des colloques scientifiques, des conférences-débats, des panels,



Le Maire Aquereburu (3è d) et l'ambassadeur de l'Égypte (3è g) posant devant la fresque murale

mais aussi des manifestations artistiques et festives : concerts, carnaval international, spectacles vivants et prestations locales.

Pour immortaliser ce lancement de la 5è édition du FIHA, le maire de la commune Lacs I a dévoilé une fresque murale en hommage aux

artistes de la chanson du groupe TOOFAN, ambassadeur de bonne volonté de la ville d'Aného, qui viennent de réaliser une prestation mémorable au Zénith de Paris. La fresque est contiguë au jardin d'eau de Massancondji, un espace vert que la commune vient de réaliser.

SOCIÉTÉ : ABED Togo, pour une redynamisation du partenariat social

Dans le souci d'accompagner le gouvernement à bien mener ses projets de développement, l'Association pour le Bien-être de l'Enfance en Difficulté (ABED) Togo, qui travaille en faveur de l'enfance en difficulté a eu l'honneur d'accueillir le président fondateur Omer Idrissa Ouedraogo ce samedi 31 mars 2025 lors d'une visite de 48h afin d'échanger avec le bureau de ABED Togo, dirigé par Kokou Leroy Wletou, président national et ses collaborateurs.



Idrissa Omer Ouedraogo, président-fondateur de ABED (en chemise fleurie), entouré de ses collaborateurs

Il s'est agi de redynamiser l'association, faire le bilan des réalisations antérieures et poser les bases d'autres projets comme les cantines scolaires, le financement des femmes à travers des microcrédits.

Idrissa Omer Ouedraogo a indiqué avoir saisi une opportunité pour faire un tour au Togo afin de saluer ses col-

laborateurs et booster l'engagement social au plan national au niveau du Togo.

" J'ai eu à les encourager pour leur engagement puisqu'il s'agit du volontariat. ABED n'a pas de personnel salarié, c'est l'un des critères qu'il faut remarquer au niveau d'ABED. Donc

nous avons travaillé ensemble sur les projets à venir. Je réaffirme mon engagement à apporter plus d'infrastructures scolaires au niveau du Togo. Il est aussi question d'initier les enfants qui fréquentent ces écoles sur la protection de l'environnement.

L'octroi des microcrédits aux fem-

mes et aux jeunes filles en difficultés seront bientôt chose concrète ", a dit le président fondateur ABED

Conscient de la lourde tâche qu'effectue le gouvernement, ABED veut aussi apporter sa modeste contribution à travers ses projets tout en se basant sur la politique générale du gouvernement.

L'ABED a aujourd'hui à son actif six (06) bâtiments scolaires construits, quatre (04) forages; 1000 kits scolaires offerts; quatre-vingt-un (81) cours de soutien dispensés à 102 élèves; trois (03) journées de l'enfant africain avec 265 enfants; quinze (15) séances de sensibilisations, six cent soixante-cinq (665) repas chauds offerts et mille (1000) kits alimentaires offerts. Rappelons que ABED est présente dans 11 pays africains, et 13 sur le plan mondial. Son siège social se trouve à Hambourg en Allemagne.

Dodo ABALO

Alliance Politique Africaine (APA)

Lomé a accueilli la troisième conférence ministérielle de l'Alliance Politique Africaine (APA). Initiée par le Togo et placée sous le thème " Place de l'Afrique dans un monde en mutation : enjeux d'un repositionnement stratégique et diplomatique ", la rencontre a réuni plusieurs ministres des Affaires étrangères et représentants diplomatiques des pays membres, tous engagés dans une vision commune : celle d'une Afrique politiquement forte, souveraine et affranchie des influences extérieures.

Au ministère des affaires étrangè-

res, on relève que l'APA se présente comme un cadre informel mais stratégique de coopération entre États africains, animés par l'idéal panafricain et décidés à s'autodéterminer dans leurs choix politiques et diplomatiques.

" À l'heure où les tensions géopolitiques se multiplient, l'initiative portée par Lomé vise à affirmer une position de neutralité active et de multi-alignement, c'est-à-dire une politique étrangère exclusivement orientée par les intérêts nationaux des pays africains ", a déclaré Robert Dussey, ministre togolais des



La table d'honneur

Affaires étrangères.

Pour lui, l'Afrique doit revoir qualitativement et significativement sa relation avec le reste du monde pour

une meilleure représentativité au sein des institutions multilatérales et une participation plus équitable à la gouvernance mondiale.

L'APA ambitionne de construire un pôle politique indépendant et souverain, capable de résister aux ingérences extérieures souvent sources de déstabilisation. En ce sens, la vision défendue par le président du Conseil, Faure Gnassingbé, s'inscrit dans une dynamique de réaffirmation stratégique de l'Afrique sur l'échiquier international.

Avec cette conférence, Lomé confirme son rôle croissant dans les débats géopolitiques africains, en plaçant le continent au cœur des réflexions sur un nouvel ordre mondial plus juste, plus équilibré et véritablement multipolaire.

CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT 2025 :

Un acte patriotique et écologiquement responsable

Suite de la page 3

laissé entendre Tairou Bagbuigie, Gouverneur de la région Maritime.

Pour l'autorité, c'est un projet qui va allier reforestation, développement durable, valorisation agroécologique et attractivité touristique aux multiples retombées : absorption du CO2, lutte contre l'érosion, création d'emplois verts, développement de l'agroforesterie, et même promotion de l'écotourisme.

En rappel, en termes de bilan en 2021, 3,3

millions plants ont été mis en terre sur une superficie de 4500 hectares tandis qu'en 2022 ce sont 5,7 millions d'arbres qui ont été plantés sur 8 255 hectares. En 2023, ce sont plus de 10 000 Ha qui ont accueillis les 7 millions 089 316 plants contre 9,1 millions en 2024 sur 11 744 ha.

Le ministre de l'environnement et des ressources forestières a insisté sur le suivi des plants mis en terre pour que ces derniers se développent dans de bonnes conditions car un arbre planté mais délaissé et sans entretien survit difficilement.

Zozo

COOPERATION SINO-TOGOLAISE : L'AMBASSADEUR CHAO WEIDONG ET LE PRÉSIDENT DU CONSEIL FONT LE POINT DU SOLIDE PARTENARIAT ...



L'Ambassadeur de Chine, Chao Weidong, est arrivé au terme de sa mission au Togo. Ce vendredi 30 mai, le diplomate chinois est allé faire ses adieux au Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Les deux personnalités ont saisi l'occasion pour faire le point du solide partenariat qui lie leurs deux pays.

Après sept années passées au service de la coopération sino-togolaise, Chao Weidong va enfin quitter le Togo, qui l'a si bien adopté. Pour une dernière fois, officiellement, il a été reçu par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, avec qui il a fait le point du partenariat entre les deux pays.

" Je quitte le Togo avec beaucoup de satisfaction parce que la coopération sino-togolaise affiche un dynamisme exceptionnel à partir du sommet du FOCAC 2024 qui a ouvert un nouveau chapitre de l'amitié et du partenariat entre les deux pays. Des projets de coopération sont en cours d'exécution et bien d'autres en préparation ", a laissé entendre le diplomate chinois, visiblement triste de quitter ce beau pays.

Se réjouissant " l'hospitalité exceptionnelle de tous les Togolais " et de sa contribution au renforcement et à la diversification des relations d'amitié et de coopération entre Lomé et Pékin, M. Chao Weidong a réaffirmé la volonté de son pays de renforcer davantage la confiance mutuelle et d'approfondir la coopération multilatérale à travers le Forum économique Chine-Afrique (FOCAC).

Notons que le Togo et la Chine, qui ont une convergence de vue les grands enjeux mondiaux relatifs à la paix, la sécurité et à l'environnement, développent un partenariat exemplaire dans plusieurs secteurs, tels des infrastructures, l'agriculture, le développement rural, la promotion des investissements et des affaires, l'éducation et la formation professionnelle. Ceci grâce à un partenariat solide établi depuis 1972. Ce partenariat a été élevé par une décision conjointe lors du FOCAC 2024, au niveau d'un partenariat stratégique global, le niveau le plus élevé dans l'échelle chinoise des relations de coopération. Ce partenariat implique notamment un renforcement notable des relations et une collaboration élargie couvrant plusieurs domaines, y compris la politique, l'économie, la sécurité et la coordination internationale.

@mucite.tg

MANSOOR HAMAYUN, COFONDATEUR DE BBOX, NOMMÉ CONSEILLER AUPRES DU PRÉSIDENT DU CONSEIL



Au Togo, Mansoor Hamayun a été officiellement nommé le vendredi 30 mai, conseiller auprès du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, avec effet immédiat.

Fondateur et président de Minox, une entreprise spécialisée dans la mise en place de chaînes d'approvisionnement durables et transparentes pour les minéraux critiques, le nouveau conseiller est également cofondateur de BBOX, une entreprise qui a contribué à électrifier des zones rurales non desservies grâce à des solutions d'énergie renouvelable, dans plusieurs pays dont le Togo.

Reconnu pour sa structuration de partenariats innovants avec des gouvernements africains, en appui à des politiques inclusives, durables et centrées sur les besoins des populations, Mansoor Hamayun a levé à ce jour plus de 200 millions de dollars de capitaux de développement, pour financer des projets d'emvergure.

Sa nomination contribuera significativement à la mise en œuvre des initiatives phares du Togo, grâce à son expertise sur les questions de développement durable, d'entrepreneuriat et de promotion des partenariats public-privé à l'échelle continentale.

Source : @Republiquetogolaise.com



Pour sécuriser votre propriété, géoréférez vos titres fonciers antérieurs à 2007

Rendez-vous vite aux services du cadastre de l'OTR (à Lomé ou dans les régions) pour le géoréférencement et la mise à jour de votre titre foncier.

35.000 FCFA

Frais unique par dossier

! Payable au guichet de l'OTR



8201 POUR TOUTES INFORMATIONS



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Soyez **vigilants**, ne vous faites pas avoir !

Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, **il est interdit :**

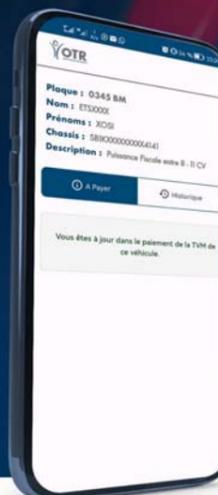
- de s'inscrire via **whatsApp**,
- de payer de frais via **mobile money (Yas ou Moov money)**



8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Je paie ma TVM sur l'application **OTR-TVM** avant le 1er avril 2025

Application disponible sur Google Play ▶

Ensemble, contribuons à l'entretien de notre réseau routier.

Rapide Simple Sûr

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Yas

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir
la possibilité de gagner 200%
de bonus et des smartphones

5G 4G+ 

yas.tg #Alèz

250F
250Mo

+100F
375Mo

1 jour
***909*250#**

© - vooboo

Tous à l'école

Préparez vos enfants à briller,
dès le premier jour.



Jusqu'à
5mois* de salaire

Réponse en **24H****

Remboursement sur
11mois maximum

(*) Offre soumise à conditions
(**) Pour les remboursements et 48H pour les nouveaux dossiers